

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Comme il est important de poursuivre les discussions avec la France au sujet des droits conférés par traité au large de notre littoral oriental, surtout en ce qui concerne l'application de nos mesures législatives contre la pollution, j'aimerais savoir si nous continuons à nous entretenir avec le gouvernement français pour en arriver à une entente satisfaisante à propos de ce traité que nous avons hérité de la Grande-Bretagne? Sinon, pourquoi?

L'hon. M. Sharp: Cette question fait toujours l'objet de discussions entre les deux gouvernements. Il n'y en a cependant pas eu dernièrement à ce propos.

L'hon. M. Stanfield: L'affaire reste toujours à discuter, mais on n'en discute pas vraiment.

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES SOUTERRAINS À AMCHITKA

M. Barry Mather (Surrey): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle se rattache à celle qui a été posée par le député de Victoria l'autre jour. Compte tenu de l'intention déclarée des États-Unis de procéder à un autre essai nucléaire massif dans la région des Aléoutiennes l'automne prochain et des inquiétudes croissantes que cette proposition suscite en Alaska et en Colombie-Britannique, le ministre se renseignerait-il, notamment sur le risque d'infiltration d'hydrogène radioactif dans le Pacifique qui en contaminerait les eaux?

M. l'Orateur: Le député a présenté une instance au ministre et il doit supposer qu'il la prendra en considération.

* * *

LE LOGEMENT

LA CRÉATION D'UNE BANQUE CENTRALE D'HYPOTHÈQUES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre chargé du logement et se rattache à celle qu'a posée le député de Broadview. Étant donné que le ministre consent à faciliter la création d'une sorte de banque centrale d'hypothèques, comme l'a recommandé le groupe d'étude sur le logement et les affaires urbaines, pour servir de base à de nouvelles institutions d'hypothèques et rendre plus de fonds disponibles, a-t-il l'intention de présenter à la Chambre un projet de loi tendant à la création d'une banque de ce genre?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Nous avons eu en septembre un entretien préliminaire avec les prêteurs approuvés et un autre, tout récemment, avec les représentants du Fonds fiduciaire de pension, au cours desquels on a envisagé cette proposition comme moyen possible de rendre les hypothèques plus vendables. Elle n'a pas été annoncée comme politique gouvernementale, mais c'est une proposition intéressante que nous étudierons davantage. Si nous décidions de la recommander, je le dirai à mes collègues et naturellement, s'ils acceptent, nous en saisissons le Parlement.

[L'hon. M. Sharp.]

M. l'Orateur: Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a la parole.

M. Alexander: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Avec tout le respect que je vous dois, j'espère que les députés de l'arrière-ban n'échappent pas à votre attention. Nous attendons très patiemment de pouvoir prendre la parole et, comme cette semaine, nous avons eu l'occasion de poser deux questions, j'espère que Votre Honneur me permettra de poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre! Le député apprendra peut-être avec intérêt que la période des questions orales était déjà terminée lorsque je lui ai donné la parole et, plus tard, quand je l'ai cédée au député de Qu'Appelle-Moose Mountain. Je crois que c'est là faire preuve de patience et de coopération.

* * *

LES GRAINS

PROPOSITION DE RETENUE SUR LES RECETTES POUR FINANCER LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Merci, monsieur l'Orateur. Je désire poser une question au ministre de l'Agriculture. A-t-il reçu de la Fédération canadienne de l'agriculture une demande pressante en vue que la nouvelle loi sur les grains du Canada prévoit une retenue sur les recettes céréalières pour aider à financer la recherche et le développement à l'échelon national dans ce secteur?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LA RADIODIFFUSION

LA DIFFUSION DES NOUVELLES EN FONCTION D'UN BUDGET

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Ma question s'adresse au Secrétaire d'État. Sachant que Radio-Canada et le réseau CTV diffusent en fonction d'un budget les informations nationales provenant de Vancouver, Halifax, etc., et non celles qui proviennent de Toronto, Montréal ou Ottawa, le ministre userait-il de son autorité pour faire cesser cette discrimination à l'endroit de certaines régions du Canada?

M. l'Orateur: Sauf erreur, le député signale un fait au gouvernement; il doit présumer que celui-ci en tiendra compte. Passons à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

MODIFICATIONS PORTANT SUR LE MONTANT, LE SUPPLÉMENT ET LES AUGMENTATIONS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 9 décembre, de la motion de l'honorable M. Munro: Que